cnccfp
Commission nationale
des comptes de campagne
et des financements politiques

Décision du 15 juillet 2026

Décision

relative au compte de campagne de
M. Olivier MAGRE, tête de liste,
Élection municipale générale
des 15 mars 2026 et 22 mars 2026

Circonscription : Couëron (Loire-Atlantique)

LA COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES

AU VU DES TEXTES ET DOCUMENTS SUIVANTS

- le code électoral et notamment les articles L. 52-11-1 et L. 52-15 ;
- le compte de campagne du candidat tête de liste, déposé le 22 mai 2026 ;
- les pièces justificatives fournies par le candidat tête de liste ;
- la requête n° 2606332-1 déposée contre l'élection devant le tribunal administratif de Nantes ;
- le plafond des dépenses fixé pour la commune à 48 015 euros en ce qui concerne les listes présentes au second tour.

SE FONDANT SUR CE QUI SUIT

Le compte de campagne fait apparaître un montant de dépenses déclarées de 9 087 euros et un montant de recettes déclarées de 9 087 euros dont 4 985 euros d'apport personnel.

Sur le montant des dépenses électorales et des recettes :

Le compte de campagne de M. Olivier MAGRE, tête de liste, n'appelle pas d'observation au regard des dispositions du code électoral.

Sur le montant du remboursement :

En application des dispositions de l'article L. 52-11-1 du code électoral, le remboursement forfaitaire maximal auquel peut prétendre le candidat est égal au moins élevé des trois montants suivants : 47,50 % du plafond des dépenses applicable, soit 22 808 euros ; montant des dépenses de caractère électoral remboursables, soit 9 087 euros ; montant de l'apport personnel retenu pour le calcul du remboursement, soit 4 985 euros ; par suite, le montant du remboursement dû par l'État doit être arrêté à la somme de 4 985 euros.

... / ...

DÉCIDE :

- Article 1 : le compte de campagne de M. Olivier MAGRE, tête de liste, est approuvé et s'établit comme suit :

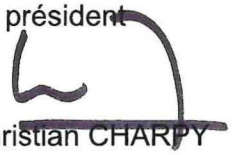
    en dépenses à 9 087 euros

    en recettes à 9 087 euros

- Article 2 : le montant du remboursement dû par l'État est arrêté à la somme de 4 985 euros.

Délibéré par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans la séance du 15 juillet 2026 où siégeaient M.Christian CHARPY, président, Mme Catherine DÉMIER, vice-présidente, M.Michel DELPUECH, Mme Blandine FROMENT, MM. Patrick GANDIL, Denis JARDEL, Philippe LAGAUCHE, Mmes Francine MARIANI-DUCRAY, Catherine PÉRIN.

Pour la Commission,
Le président



Christian CHARPY